

BULLETIN D'INFORMATION



#BOFVACCOLLECTIVITÉ

Bon retour, #BOFVACCollectivité. Ces derniers mois ont été un tourbillon plein de défis uniques pour tous. Nous espérons que vous et vos proches restez en sécurité et en bonne santé, et êtes optimistes pour l'avenir. Compte tenu des inégalités mises en évidence par la pandémie de COVID-19, nous avons été fort occupés à organiser des rencontres virtuelles avec nos intervenants et à y participer, à rédiger des recommandations à l'intention du gouvernement fédéral et à servir les victimes et les survivants d'actes criminels. Nous voulons surtout que vous sachiez que notre équipe demeure disponible pour vous soutenir.

Activités et consultations avec les intervenants

Les derniers mois ont été bien remplis! En février, l'ombudsman a été reçue à Ambrose Place, qui offre des logements sécuritaires et abordables aux particuliers et aux couples autochtones sans abri à Edmonton, en Alberta. Ambrose Place a pour but de réadapter et de soutenir les personnes qui souffrent de maladie mentale et de toxicomanie. Par la suite, l'ombudsman et la directrice exécutive ont participé à une séance de formation du programme de perfectionnement professionnel Osgoode. La séance portait sur des aspects spécialisés du travail des ombudsmans. Diverses approches innovatrices et efficaces ainsi que des pratiques exemplaires ont été abordées lors de la séance. De plus, l'ombudsman et son équipe ont pris part à la deuxième Journée de sensibilisation annuelle autochtone de la traite des personnes à Ottawa. En mars, l'ombudsman a pris la parole devant le Bureau de la lutte contre la fraude grave de l'Ontario; son exposé traitait des pratiques exemplaires en matière d'ordonnances de dédommagement. En mai, le BOFVAC s'est associé une fois de plus à Safer Cities Canada pour une séance de mobilisation intéressante avec des intervenants autochtones, tandis que nous préparons ensemble une campagne en ligne pour prévenir la victimisation. Pendant la séance, des gardiens du savoir ont exprimé leur point de vue sur les défis auxquels font face les victimes des collectivités des Premières Nations, des Inuits et des Métis. Le mois de mai s'est terminé par une rencontre fructueuse entre l'ombudsman, la directrice exécutive et la ministre des Relations Couronne-Autochtones, Carolyn Bennett. C'était l'occasion pour nous de proposer un moyen d'agir pour donner suite aux appels à la justice, qui tient compte des suggestions des membres du Cercle consultatif autochtone (pour en savoir plus, voir ci-dessous).



De droite à gauche : Francyne Joe, conseillère autochtone, Nadia Ferrara, directrice exécutive, et Heidi Illingworth, ombudsman du BOFVAC à la Journée de sensibilisation annuelle autochtone de la traite des personnes à Ottawa.



Titre de diapositive de la session avec les intervenants autochtones pour la campagne en ligne pour prévenir la victimisation.



Dans ce numéro:	
<i>Forum communautaire de Yellowknife.....</i>	2
<i>Cercle consultatif autochtone.....</i>	2
<i>Cercle consultatif universitaire.....</i>	3
<i>Recommandations au gouvernement.....</i>	3
<i>Subvention Red Rover.....</i>	3

Forum communautaire de Yellowknife

Le BOFVAC prévoit tenir des forums communautaires partout au Canada. Ces forums visent à soutenir la priorité de l'ombudsman, qui consiste à communiquer davantage avec les victimes d'actes criminels, en mettant l'accent sur les collectivités avec lesquelles les membres du Bureau n'ont pas encore dialogué, notamment des groupes et des particuliers autochtones du Nord. Si vous n'étiez pas au courant, le BOFVAC a tenu ses premiers forums communautaires à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest, les 11 et 12 mars. Nous avons choisi Yellowknife comme premier lieu en raison du contexte dans lequel vivent les victimes d'actes criminels de cette région : les Territoires du Nord-Ouest ont une petite population, majoritairement autochtone, répartie sur un vaste territoire, ce qui la rend plus vulnérable à la victimisation et à l'insécurité. Nous avons entendu les témoignages de fournisseurs de services d'aide aux victimes, d'employés du système de justice, de membres de la Gendarmerie royale du Canada et de résidents de la région. Ils ont parlé de leur expérience avec la victimisation, de la justice pénale dans le Nord, de la Charte canadienne des droits des victimes, de la sécurité et de la reddition de comptes. Pendant son séjour à Yellowknife, l'ombudsman a été interviewée par [APTN News](#) (en anglais seulement) au sujet des défis que doivent relever les victimes d'actes criminels dans le Nord. Pour un compte rendu complet, n'oubliez pas de lire notre rapport «Ce que nous avons entendu», qui sera bientôt publié.

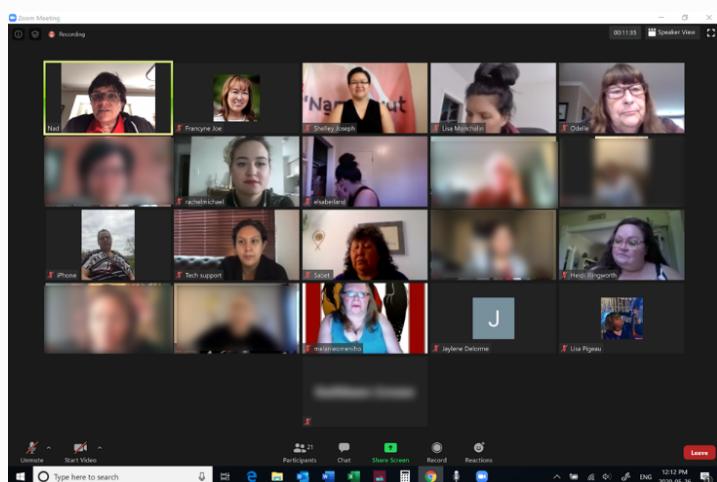


L'ombudsman photographiée avec l'Aînée Emelda King, qui a prononcé les prières d'ouverture lors des forums communautaires à Yellowknife.

Le 31 mars, la première réunion du Cercle consultatif autochtone (CCA) a eu lieu de façon virtuelle. Le CCA du BOFVAC a été créé en partenariat avec Réconciliation Canada dans le but d'intégrer le point de vue des femmes et des filles autochtones dans nos travaux et de trouver des moyens d'influer sur la décolonisation du système canadien de justice pénale. Lors de cette première réunion, les participants se sont présentés et le groupe a établi plusieurs valeurs directrices qui le guideront à l'avenir. Parmi ces valeurs figurent l'égalité, la réciprocité, l'inclusion, la passion et l'amour. Il s'agit d'une deuxième réunion du CCA a eu lieu le 26 mai, en prévision de la rencontre de l'ombudsman avec la ministre Bennett et de l'anniversaire de la publication du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, qui était le 3 juin. Nous vous communiquerons des mises à jour relatives au CCA dans nos prochains bulletins d'information. Restez à l'affût!



Cercle consultatif autochtone



Réunion virtuelle des membres du Cercle consultatif autochtone et du BOFVAC

l'inclusion, la passion et l'amour. Il s'agit d'une deuxième réunion du CCA a eu lieu le 26 mai, en prévision de la rencontre de l'ombudsman avec la ministre Bennett et de l'anniversaire de la publication du rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, qui était le 3 juin. Nous vous communiquerons des mises à jour relatives au CCA dans nos prochains bulletins d'information. Restez à l'affût!

Parce que le BOFVAC valorise l'inclusion, notre nouvelle brochure d'information « Rendre le pouvoir aux victimes et aux survivants d'actes criminels » est maintenant offerte en algonquin et en inuktitut.

Cercle consultatif universitaire

Le 29 avril, le BOFVAC a tenu une deuxième réunion du Cercle consultatif universitaire (CCU). Les membres du CCU ont fait part au BOFVAC de leur expertise sur divers sujets. Ils ont notamment discuté de l'incidence de la pandémie de COVID-19 sur le niveau croissant de violence entre partenaires intimes; de notre prochain rapport d'étape sur la Charte canadienne des droits des victimes (lisez le prochain bulletin d'information pour plus de détails); et de notre campagne de prévention de la victimisation. Parmi les autres sujets abordés, mentionnons la planification et l'intervention du Canada en cas de pandémie pour lutter contre la victimisation et la violence, ainsi que les lacunes dans les données concernant les collectivités noires et racialisées, les enfants et les jeunes. Nous sommes impatients de travailler avec le CCU pour faire avancer la recherche en matière de victimologie. Si vous ne l'avez pas encore fait, consultez le [Coin de la recherche](#) sur notre site Web, où nous présentons les travaux commandés par le BOFVAC à des experts en victimologie et en justice pénale.



Recommandations au gouvernement

Une partie importante de notre travail consiste à faire des recommandations au gouvernement fédéral sur la façon d'adapter ses lois, ses politiques et ses processus afin de mieux répondre aux besoins des victimes. Nous avons été très actifs ces derniers mois pour faire en sorte que les victimes et les survivants d'actes criminels soient traités équitablement. Nous avons écrit à la Commission des libérations conditionnelles du Canada en mars au sujet de la participation des victimes aux audiences de libération conditionnelle pendant la pandémie de COVID-19, et cela a eu un effet! Nous avons également écrit une lettre ouverte à l'administratrice en chef de la santé publique du Canada, la Dre Theresa Tam, afin de recommander l'inclusion de stratégies de prévention de la violence dans les mesures d'intervention du Canada en cas de pandémie. Lisez ces lettres, ainsi que nos autres [recommandations récentes](#), sur notre site Web.

Attention, organismes travaillant avec les victimes de violence conjugale!



Pour répondre à la demande accrue d'espace d'hébergement en raison de la COVID-19, l'organisme Red Rover offre une subvention pour la création d'un plus grand nombre de refuges d'urgence acceptant les personnes qui fuient la violence avec leur animal de compagnie. Red Rover accepte les [demandes de subvention](#) jusqu'au 30 octobre; renseignez-vous (en anglais seulement).



Restons connectés!

Suivez-nous sur les réseaux sociaux pour des mises à jour sur notre bureau, des ressources utiles et de l'information.



N'hésitez pas à faire connaître le présent bulletin d'information à des collègues, des amis et des membres de votre famille qui pourraient être intéressés par son contenu.